

A l'heure où cette proclamation était affichée, le conflit, annoncé par les clubs, allait douloureusement éclater. A trois heures du matin, dans la nuit du 21 au 22 janvier, le commandant supérieur de Paris avait télégraphié aux commandants des secteurs : « Tout annonce pour demain, dès le matin, une journée grave. Ayez vos hommes prêts de bonne heure, le plus tôt possible, et tenez-les à notre disposition. » A sept heures, le général Vinoy télégraphiait au général Blanchard de donner immédiatement l'ordre aux trois bataillons de mobiles du Finistère de rentrer dans Paris : un bataillon s'arrêterait avenue d'Italie, à hauteur du secteur, les deux autres iraient s'établir dans les bâtiments neufs de l'Hôtel-Dieu. Pendant ce temps, le général d'Exéa surveillerait Belleville et les troupes du général Courty, venues de Puteaux aux Champs-Élysées, attendraient les événements et les ordres. Ainsi, tandis que Paris fermentait et que les gardes nationaux chargeaient leurs fusils, la troupe, à son tour, prenait position dans Paris et s'apprêtait à combattre dans les rues. Triste spectacle ! Journée de deuil inoubliable et qui fait monter la rougeur au front du patriote. Quoi ! la guerre civile avant la fin de la guerre étrangère, la fusillade entre Français sous le bombardement prussien ! Quelle honte ! Un cœur épris de la patrie ne peut assez haïr ceux qui ont souillé de sang le souvenir de ce siège de Paris, superbe malgré les défaillances des chefs.

Mais ceux-là ; qui sont-ils ? — Ici, nous écrivons l'histoire. Témoin de la plupart des faits que nous contons et en particulier de la fatale journée du 22 janvier, nous déposons, pour ainsi dire, devant l'avenir et devant le présent aussi, comme un témoin devant un tribunal. Républicain ami de la liberté humaine et de l'égalité sociale, nous n'hésiterons jamais à faire connaître le vrai, car c'est en combattant l'erreur qu'on affranchit une nation. Répudiant la violence partout où nous la rencontrons, pleurant le sang versé, mais jugeant froidement les hommes, notre rôle est de parler et d'écrire selon notre conscience. Nous dirons donc toutes choses, toujours et en toute franchise. Nous n'avons aucun respect, nous l'avouons, pour cette idole avilissante qui s'appelle le mensonge. Être sincère et véridique, voilà la vertu de l'historien. Ne lui demandez aucune flatterie pour aucun pouvoir, n'exigez de lui, encore une fois, que ce qui est le vrai. En cette journée du 22 janvier, celui qui écrit ces lignes a pu connaître cette vérité et la recueillir sur les lieux mêmes, recevant à la fois la fusillade qui partait de la place et celle qui lui répondait de l'Hôtel de ville. Il a donc, s'il peut dire, acquis là le droit de parler selon sa conviction, et son témoignage en aura, nous l'espérons, plus de poids. — Que bien des gens que nous aimons ne rencontrent

pas l'écho absolu de leurs idées particulières dans ces pages, nous le regrettons sans pouvoir nous résigner à altérer notre pensée. Nous estimons trop la conscience et nous estimons trop aussi ceux qui nous lisent pour croire qu'il leur faut des flatteurs. Que ceux qui prétendent à ce que l'histoire caresse leurs passions ferment ce livre. L'auteur écrit, non pour quelques-uns, mais pour tous, pour la foule tant de fois trompée, pour la foule généreuse mais hésitante, aveugle, exploitée par ses meneurs, pour ce *herr omnes* dont parlait Luther, pour ce *tout le monde* que saluait Voltaire. A cette heure, où les masques et les ménagements sont superflus, il ne s'agit point de flatter le public, mais de l'éclairer.

Le récit qui va suivre de la sombre journée du 22 janvier est donc d'une exactitude absolue. Nous défions, non pas qu'on nous dise, mais qu'on nous prouve le contraire.

C'était un dimanche, un de ces dimanches spongieux, humides, de janvier, où la boue des pluies précédentes emplit encore les rues mal séchées ; un temps couvert et orageux qui pouvait faire espérer que les nerfs parisiens, après s'être excités, se calmeraient. Le matin, la place de l'Hôtel-de-Ville n'offrait pas un aspect bien animé et ce ne fut guère que vers midi que quelques groupes vinrent stationner devant le palais municipal. Il y avait loin de l'animation que présentait au 31 octobre cette même place de Grève à l'aspect qu'elle prenait ce matin du 22 janvier. Ce n'était plus la même effervescence unanime, mais quelque chose de plus sombre et de plus résolu. Les rares gardes nationaux qu'on apercevait, le fusil sur l'épaule, étaient évidemment venus, cette fois, pour combattre. L'Hôtel de ville était occupé par ces mobiles bretons que l'opinion parisienne désignait comme les gardes du corps du général Trochu. Un instant, devant une manifestation de la foule, les baionnettes des mobiles apparurent aux fenêtres de l'Hôtel qui demeurèrent fermées à partir de ce moment. Le colonel commandant l'Hôtel de ville avait fait retirer les mobiles. L'officier de paix Bresnaud télégraphiait alors (1 heure 40 de l'après-midi) au chef de la police municipale : « La tentative faite par les gardes nationaux pour s'emparer de l'Hôtel de ville paraît, quant à présent, avoir échoué. » (Voyez ces dépêches dans les rares livraisons des *Papiers du gouvernement du 4 septembre* publiés par une commission d'enquête nommée par la Commune de Paris, avril 1871.) Vers une heure et demie, il ne restait, sur la place, qu'environ trois cents gardes nationaux armés. Un autre détachement, après avoir défilé devant le palais, allait se masser vers l'Hôtel de ville, du côté du quai. La rue de Rivoli voyait, de minute en minute, passer de petits groupes qui allaient se joindre à un ba-



LA GUERRE EN PROVINCE. — Accueil fait en Suisse aux soldats de l'armée de Bourbak.

tailleur, qui, placé du côté de la rue de Rivoli, sur la place, attendait, l'arme au pied. A cette même heure, une dépêche du préfet de police au ministre de l'intérieur avertissait qu'on battait, disait-on, la générale aux Batignolles, avec l'adjoint B. Malon pour directeur du mouvement.

Il n'y avait guère, en dépit de tout, sur la place de l'Hôtel-de-Ville que des curieux, des passants, des femmes aussi, et, çà et là, quelque personnalité honorée du parti républicain, Martin Bernard, l'ami de Barbès, M. Edmond Adam, préfet de police démissionnaire après le 31 octobre, venus là pour voir si vraiment l'agitation était si vive et si dangereuse. A côté d'eux passait, tenant sa carabine par le canon et la portant sur l'épaule, M. Pilotell, en uniforme d'artilleur de la garde nationale, et M. Tony Révillon, en vareuse noire, entré à l'Hôtel de ville à la tête d'une députation que recevait l'adjoint au maire de Paris, Gustave Chaudey. Le commandant de l'Hôtel de ville, M. Vabre, colonel de la garde nationale, et M. de Legge, commandant des mobiles du Finistère, parlementaient, placés derrière la grille de l'Hôtel, devant les portes fermées, avec des gardes nationaux qui demandaient énergiquement, violemment, à entrer.

Introduite auprès de Chaudey, la députation, composée de six délégués, que conduisait M. Révillon, demanda au représentant de la municipalité que le gouvernement, se rendant aux vœux de la population, exprimés par le manifeste de l'Alliance républicaine, se démit de ses fonctions et cédât enfin la place à la Commune. Il était bien tard et, sans nul doute, l'adjonction d'éléments énergiques et nouveaux au gouvernement, bonne au 31 octobre, était malheureusement inutile au 22 janvier, quand il ne restait plus à Paris que pour quelques jours de pain. Peu après, une nouvelle députation fut introduite.

— La défense a été mal conduite, s'écria un des délégués, lieutenant de la garde nationale, dont le nom n'est point connu, il ne nous faut plus des généraux semblables à ceux que nous avons vus à l'œuvre, il nous faut des Hoche et des Mareau !

— Où les trouverez-vous ? demanda Gustave Chaudey.

— Je suis là, répondit Forateur, moi, si vous voulez !

Peu après, ce même jeune homme, pâle et l'air fiévreux, redescendait de l'Hôtel de ville, et grimant à un des lampadaires de la place annonçait à la foule que la députation venait de réclamer énergiquement à Chaudey la démission du gouvernement de la défense. La foule, houleuse, mais non menaçante encore, acclamait alors Forateur ; on agitait des chapeaux, des képis, on criait *bravo* à ce mot de démission. Deux officiers de la garde nationale arrivaient à cheval et parlaient

aussi à la foule. La première députation avait disparu. On affirme que ses membres étaient allés rejoindre des coreligionnaires politiques, parmi lesquels on a cité Blanqui, attendant tout près de là l'issue du mouvement dans l'appartement d'une maison voisine, située rue de Rivoli, aux abords de la place, appartement loué tout exprès sous le prétexte d'offrir un punch à des gardes nationaux des bataillons de marche.

Jusqu'à ce moment, tout était parfaitement légal et rien n'eût fait supposer, pour un œil peu exercé, qu'il dût y avoir effusion de sang. Tout à l'heure, pendant que la députation était reçue à l'Hôtel de ville, un détachement de gardes nationaux venant de la rive gauche, armés et vêtus de capotes de couleurs diverses, quelques-uns en blouse, avait débouché sur la place, par le pont Notre-Dame et portant la crosse en l'air. En les apercevant, le bataillon rangé près de la rue de Rivoli se mit à applaudir en criant : « Vive la République ! » — « Mort aux traîtres ! » répondaient les nouveaux venus.

La place avait fini par se remplir d'une foule évidemment irritée contre l'indécision de Trochu et la mollesse des gouvernants, mais ne voulant point la guerre civile, lorsque tout à coup par la rue du Temple, arrive, baïonnettes au bout du fusil et tambours battant la charge, un bataillon ou plutôt deux ou trois cents hommes des compagnies de guerre du 101^e bataillon de la garde nationale, et ce flot armé s'ouvre un passage comme un torrent. Les guidons rouges flottaient au-dessus de leurs baïonnettes comme des oriflammes. Ces hommes se rangèrent devant la grille de l'Hôtel de ville par un mouvement rapide, puis, tout à coup, sans hésitation, un coup de feu part de leurs rangs, tiré par un garde, le genou en terre (on affirme qu'il se nommait Pompon). Aussitôt, partant du groupe des gardes nationaux, les coups de fusil se succèdent.

Des officiers de mobiles se trouvaient, avon-nous dit, derrière la grille, les portes et les fenêtres de l'Hôtel étant fermées. L'un d'eux, l'adjudant-major Bernard, est grièvement blessé aux deux bras et à la tête.

Les fenêtres de l'Hôtel de ville s'ouvrent rapidement et la fusillade répond aux détonations qui partent de la place. La foule s'enfuit, éperdue. Dans la boue jaune et délavée par une petite pluie perçante qui tombait, comme une bruine, des gens s'affaissaient, — spectacle que je revois encore, — quelques-uns pour ne plus se relever. Et la fusillade continuait. Elle partait des encoignures des rues qui font face à la place, des angles du quai et de la rue de Rivoli ; elle partait surtout des fenêtres de deux maisons voisines du bâtiment de l'Assistance publique. Le feu des assaillants était dirigé

contre les fenêtres du premier étage de l'Hôtel de ville, dont tous les carreaux furent brisés.

Cette fusillade détestable alternait, farouche, stupide, avec le bombardement de Paris par les Prussiens, en ce moment plus furieux et plus précipité. Dans les maisons des quais, la foule effarée se pressait en gémissant, des femmes, des enfants pleuraient, les uns maudissant Trochu, les autres Flourens. — Les mobiles, lancés sur les gardes nationaux déployés en tirailleurs, chargeaient sur la place et dans les rues voisines.

Au bout de quelques minutes, l'arrivée des gardes républicains mettait en fuite les gardes nationaux. Une vingtaine de ceux-ci avaient été faits prisonniers dans les maisons d'où la fusillade était partie. Ce triste combat n'avait pas duré plus de vingt minutes. Le capitaine du 101^e fut arrêté. Il y avait cinq morts et dix-huit blessés.

Bientôt les quais se garnissaient de troupes, la place de l'Hôtel-de-Ville se hérissait de fer. On battait la générale dans les rues. Le général Clément Thomas, pâle comme un mort, accourait, au galop de son cheval, suivi de son état-major. On voyait, chose lugubre, les voitures d'ambulance, les chirurgiens aux brassards blancs croisés de rouge, relever des cadavres, ramasser des blessés, non plus devant l'ennemi, non plus sous le fusil prussien, mais dans Paris, au cœur même de la cité bombardée, en pleine guerre, sous le redoublement des coups de feu du canon Krupp.

Un des chefs du mouvement, Théodore Sapia, ancien commandant d'un bataillon dont les hommes avaient, de leur propre mouvement arrêté, lorsqu'il leur distribuait des cartouches pour marcher sur l'Hôtel de ville, Sapia, jugé pour ce fait par un conseil de guerre et acquitté, avait été tué net, dans cette lutte que Flourens appelle *un guet-apens*. Sapia avait été accusé, jadis, d'avoir sollicité sous l'empire un grade dans la garde mobile. Il avait un moment rédigé un journal qui s'appelait *la Résistance*. Parmi les autres morts, on citait un peintre, une femme, des enfants, le capitaine Thiébart, de la garde nationale, ainsi qu'un chirurgien qui logeait en face de l'Hôtel de ville et qui fut tué chez lui. Les renseignements du gouvernement ont depuis affirmé qu'on avait ramassé, au dedans et au dehors de l'Hôtel de ville de petites bombes fulminantes lancées par des assaillants. L'instruction et le procès commencé, et inachevé, pouvaient seuls nous faire connaître là-dessus la vérité stricte. On prétendit aussi, ce qui était inexact, que de l'Hôtel de ville était partie une décharge de mitrailleuse.

C'est sur Gustave Chaudey, qui ne commanda point le feu, que les vaincus ont fait retomber la responsabilité du sang versé, le 22 janvier. Nous avons, pour défendre la mémoire de Chaudey, le

témoignage de M. Étienne Arago, présent à l'Hôtel de ville, mais sans caractère officiel, au moment de la lutte. La dépêche de M. Cambon à M. Jules Ferry que publia la Commune et où il est dit que l'avis de Chaudey est qu'on envoie des renforts pour balayer la place ne signifie pas que l'adjoint au maire ait ordonné de charger la foule. La fusillade, partie de l'Hôtel de ville, n'est point le fait de Chaudey. Elle répondit à l'attaque du détachement du 101^e et du 207^e et les mobiles ne firent feu qu'affolés et comme au hasard. Quelques-uns pleuraient et se voyaient perdus. Les estafettes de la gendarmerie, de planton dans la grande salle des huissiers, prirent alors les chassepots de quelques-uns de ces mobiles et tirèrent du haut des fenêtres. A ce moment, le secrétaire de M. Ferry, le jeune M. Robinet, fils de l'ancien maire du sixième arrondissement, se jeta dans les bras d'Étienne Arago et s'écriait, devant ces horribles détonations : « Quel malheur ! C'en est fait ! la République est perdue ! »

Tandis que ce drame se déroulait sur la place de l'Hôtel-de-Ville, un autre épisode de l'insurrection avait lieu, non loin de là, au parc d'artillerie de la garde nationale. Ces faits, peu connus, nous sont certifiés par M. Siebecker. Vers dix heures du matin, le lieutenant-colonel Juillet Saint-Lager reçut, du commandant du poste du parc Notre-Dame, l'avis que les bataillons de Flourens descendaient sur l'Hôtel de ville. Il fit aussitôt sonner dans tous les quartiers, fit doubler le poste et se rendit immédiatement au parc d'artillerie, accompagné du capitaine adjudant-major Girard, des batteries sédentaires, et du capitaine adjudant-major Édouard Siebecker, des batteries de guerre, arrivé une heure auparavant, porteur de dépêches. Le parc était dans une grande agitation, la plupart des hommes étaient hostiles et les officiers n'étaient pas encore arrivés. Aussitôt que les premiers coups de feu se firent entendre, les assaillants et les curieux, refoulés vers le parc dont la porte heureusement était gardée par le lieutenant Plassant, crièrent à travers les grilles qu'on assassinait les patriotes. A cette nouvelle, les canonniers poussèrent les cris de : « Aux pièces ! aux pièces ! sur l'Hôtel de ville ! »

MM. Juillet Saint-Lager, Girard et Siebecker s'avancèrent hardiment sur les mutins, les sommèrent de se tenir derrière les canons et déclarèrent qu'on passerait sur leurs cadavres avant de sortir un seul canon du parc.

Il y avait là soixante pièces d'artillerie, dont la mise en batteries sur l'Hôtel de ville pouvait amener les plus grands désastres ; cinq pièces avaient déjà été chargées à mitraille. Ce fut un brouhaha effroyable ! Quelques hommes, plus audacieux que les autres, s'avancèrent menaçants vers M. Juillet,